

bulletin hebdo

Vers la paix en Amérique centrale?

par Digna Paz



Un entretien avec Victor Hugo Tinoco, vice-ministre des relations extérieures

par Digna Paz

Managua, 8 février (ANN). L'Amérique centrale connaîtra un espoir de paix après les élections du 25 février qui donneront au Front sandiniste l'occasion de démontrer sa popularité: C'est ce qu'a affirmé V. H. Tinoco, vice-ministre nicaraguayen des relations extérieures, dans une entrevue accordée à l'ANN au cours de laquelle il a envisagé les futures relations diplomatiques du Nicaragua avec les pays latino-américains et le reste du monde.

ANN: Un prochain sommet des présidents devrait se tenir en mars prochain. Quel sera son ordre du jour?

VHT: Actuellement, les problèmes principaux sont la crise salvadorienne et la situation économique. Ces questions devront être abordées par les présidents de la région.

ANN: Et la démobilisation de la Contra?

VHT: Le problème de la Contra a déjà été examiné par les présidents dans ses aspects extérieurs. Il existe déjà un plan

et un mécanisme, qui ne sont toujours pas réalisés. Nous partons de la thèse qu'après nos élections, les Etats-Unis ne pourront pas continuer à financer la Contra. Ils n'auront pas le choix.

Sinon, ce serait encore dix années de guerre en Amérique centrale et ce n'est pas dans leur intérêt. Ils ont compris que ces dix ans de guerre n'ont pas pu détruire la révolution mais par contre ont contribué à la déstabilisation politique et surtout économique de la région. La guerre a entraîné la fuite des capitaux, l'absence d'investissements étrangers et tous les pays en souffrent. Si l'intérêt des Etats-Unis est la stabilité en Amérique centrale, comme je le pense, ils savent qu'il faudra en passer par une normalisation de leurs relations avec le Nicaragua. La poursuite de l'agression est indéfendable et Bush a besoin d'arguments pour justifier sa politique. Les Etats-Unis ne sont pas un pays monolithique. Le jeu de leurs contradictions les a déjà amenés à couper l'aide militaire officielle à la Contra depuis plus d'un an. Il y a une nuance de taille entre aide ouverte et aide cachée qui fait toute la différence entre les niveaux de la guerre et peut faire, à moment donné, la différence entre guerre et paix. Je suis certain que les Etats-Unis, après le triomphe électoral

du FSLN, n'auront pas d'autre alternative que de s'engager rapidement sur le chemin de la paix.

SOMMAIRE

Vers un consensus économique

Orientations de la réforme agraire

Campagne électorale: Sprint final

Les plans de la déstabilisation de l'UNO

Daniel Ortega répond aux parlementaires français

Hiérarchie catholique: Un changement d'attitude?

Les indigènes en Amérique centrale: Nicaragua

Panama: Un lifting pour l'armée

Flash électoral

40 P 11481



ANN: Le problème de la Contra ne sera donc pas à l'ordre du jour du prochain sommet centraméricain?

VHT: Lorsque le prétexte de l'absence de démocratie au Nicaragua sera tombé, lorsque les élections libres auront été reconnues au niveau international, la Contra perdra l'espoir d'un appui des Etats-Unis et le processus de démobilisation s'engagera. Une grande partie de la Contra, infiltrée récemment, se trouve à l'intérieur du pays et il faudra créer les mécanismes internes de cette démobilisation.

ANN: Que se passera-t-il pour les 9000 Nicaraguayens qui, selon la Commission nicaraguayenne de promotion et de protection des droits de l'homme (CNPPDH), ont été enlevés par la Contra?

VHT: A chaque rencontre avec la Contra, nous lui avons posé la question des séquestrés. Des milliers de familles ignorent si leurs parents sont vivants ou morts. En se démobilisant, la Contra devra répondre là-dessus.

ANN: Comment s'orientera la diplomatie nicaraguayenne à l'égard de l'Amérique latine après les élections?

VHT: L'Amérique latine doit lutter en premier lieu pour résoudre son problème économique, dont la dette extérieure est le centre. Celle-ci entraîne une hémorragie de capitaux, dépassant les sommes prêtées, vers les Etats-Unis et les autres pays industrialisés. Cette situation appauvrit l'Amérique latine et provoque des crises politiques. Le Nicaragua proposera de coordonner des actions communes.

ANN: Quelle influence ont sur le Nicaragua et l'Amérique centrale les transformations en l'Europe de l'est?

VHT: Elles n'affectent pas le Nicaragua de manière significative. Elles rapprochent ces pays de notre modèle. Pour nous, ce n'est pas un problème que l'Europe de l'est parle d'économie mixte et de pluripartisme car ce sont les caractéristiques mêmes de notre révolution. Nous espérons que ces changements n'affecteront pas la capacité de production de ces pays mais qu'au contraire elle augmentera, afin qu'ils puissent non seulement maintenir mais accroître leurs niveaux actuels de coopération avec le Nicaragua.

ANN: Que pensez-vous de la proche consolidation de la Communauté économique européenne (CEE)?

VHT: Ce mécanisme devrait nous aider. L'Europe de l'ouest a déjà pris quelques engagements avec l'Amérique centrale au cours de discussions récentes, en particulier au sujet du parlement centraméricain. Il y a quelques promesses de coopération. L'Amérique centrale, et pas seulement le Nicaragua, en a besoin.

Nous ne pensons pas que le projet économique de la

CEE puisse nuire à nos plans de coopération. Au contraire, il pourrait les favoriser. Le seul problème pourrait être que l'Europe de l'ouest investisse en Europe de l'est au lieu de le faire dans le Tiers-monde, considérant cela comme plus rentable. C'est un problème qu'affronte l'ensemble du Tiers-monde, il faudra voir comment il y fait face.

ANN: Est-il question de négociation sud-sud face à cette situation?

VHT: Cette négociation est importante, elle aide mais ne suffit pas. La relation nord-sud continue à être fondamentale dans la mesure où persistent des échanges inégaux, des prix chaque fois plus bas pour les produits que nous exportons et plus élevés pour ceux que nous importons. La nécessité de financer le nord pour qu'il maintienne ses structures économiques est un problème essentiel. Les relations sud-sud, pour importantes qu'elles soient, ne peuvent nous dispenser de cette nécessité fondamentale: Régler d'une façon ou d'une autre le problème de nos relations avec le nord.

VERS UN CONSENSUS ECONOMIQUE

par Ricardo Pino Robles

Managua, 11 février (ANN). Bien que les partis politiques représentent des intérêts socio-économiques différents, voire contradictoires, on observe dans leurs programmes électoraux des points qui pourraient constituer la base d'un consensus économique national. Les leaders des partis les plus importants estiment que, compte tenu de la gravité de la crise et du contexte international défavorable, toute solution passe par une large unité nationale.

Tous évoquent les mêmes réalités, même si la formulation varie selon l'idéologie de chacun, et leurs positions convergent au moins sur quatre points: Révision du rôle de l'état, garantie de toutes les formes de propriété, privatisation des entreprises d'état inefficaces et nécessité d'une stabilité économique pour assurer une croissance régulière.

Francisco Mayorga, conseiller de la candidate de l'UNO Violeta Barrios de Chamorro, est d'avis que la redéfinition du rôle de l'état dans l'économie est une nécessité. Selon lui, l'appareil d'état actuel étant très "obèse", il devrait maigrir un peu pour laisser plus de liberté et d'espace dans l'économie. Il considère que certaines entreprises d'état sont inefficaces et constituent plutôt "un poids pour l'état, qui devrait les remettre à ceux qui peuvent réellement les faire produire". La privatisation pourrait se faire de différentes façons: Négocier avec des entreprises étrangères ou même offrir une participation

aux travailleurs de l'entreprise en question.

A ce sujet, le candidat du Parti conservateur-démocrate, Eduardo Molina, explique que "l'homme, tout comme il a besoin de liberté politique, a besoin de liberté économique. C'est pour cela que nous réclamons une économie sociale de marché (...). Nous pensons qu'il faut pousser l'économie à droite, parce qu'elle a été trop poussé à gauche par le FSLN. Si nous sommes élus, nous introduirons des éléments d'économie sociale de marché qui ont été utilisés par certains pays développés et par des pays en voie de développement pour sortir de la crise. Nous croyons qu'il ne faut pas avoir peur de la privatisation, au contraire, il faut s'en servir comme d'un instrument pour mettre au service de l'économie certains secteurs déprimés. La privatisation permet aussi de faire justice aux secteurs qui ont subi la violence que représente l'ingérence du Front sandiniste dans l'activité économique".

L'ancien ministre et candidat du FSLN à l'assemblée nationale Edmundo Jarquin est d'accord sur la nécessité de revoir le rôle de l'état. "Si nous gagnons les élections, tout d'abord nous allons consolider l'économie mixte grâce à un état fort par son efficacité et non pas par sa taille. En second lieu, nous pensons renforcer la confiance de tous les secteurs en suivant strictement les règles du jeu, clairement définies et juridiquement institutionnalisées". Pour lui, dix ans de révolution ont permis "de créer les conditions de la démocratie économique et politique (...). Nous voulons passer à une phase d'harmonisation entre les différents secteurs qui composent l'économie mixte: La propriété d'état, la propriété privée et les coopératives". E. Jarquin estime qu'une fois la paix revenue "les gigantesques ressources humaines et matérielles que la guerre absorbait pourront être affectées à la reconstruction et la stabilisation économique. Nous nous sommes fixé un taux annuel de croissance de 5% pour les six ans à venir. C'est un chiffre prudent, mais qui représente une amélioration significative des niveaux de production et de consommation. En terme de politique économique, le programme du FSLN obéit à une logique qui permettra de parvenir à une complète stabilisation, c'est-à-dire d'en finir avec l'étape de stabilisation et de réajustements pour entrer dans celle de la relance. Après les élections, la situation des agents économiques sera définie, ce qui permettra de mener une politique de consensus permanent, qui constitue l'essence de la concertation".



ORIENTATIONS DE LA REFORME AGRAIRE

Managua, 14 février (ANN). Le ministre de l'agriculture, Jaime Wheelock, a annoncé l'arrêt des confiscations et expropriations de terres. A son étape actuelle, la réforme agraire visera à la consolidation du mouvement des coopératives et de la propriété d'état, en même temps qu'elle prévoit une aide aux propriétaires privés afin qu'ils augmentent leur production.

Entre 1979 et 1989, trois millions d'hectares de terres (plus de la moitié des terres cultivables du pays) ont été distribuées à plus de 100 000 familles. Aujourd'hui, la grande propriété latifundiste ne représente plus que 6% des terres, la petite et moyenne propriété privée 59%, la propriété d'état 13% et la propriété coopérative 22%.

La décision gouvernementale de mettre fin aux expropriations et de garantir les formes actuelles de propriété se situe dans le droit fil de la concertation économique et sociale engagée en 89. Celle-ci devrait se maintenir après les élections et déboucher sur un grand accord national pour affronter la crise et s'engager sur le chemin du développement.

Avec la garantie juridique de toutes les formes de propriété et le consensus politique souhaité, la réforme agraire s'orientera vers la modernisation et le développement du secteur agro-industriel.

CAMPAGNE ELECTORALE: LE SPRINT FINAL

par Marcio Vargas

Managua, 11 février (ANN). A quelques jours de la fermeture de la campagne électorale, la victoire du FSLN ne fait plus de doute. Le dernier sondage, réalisé par la chaîne étatsunienne de télévision "Univision", confirme les résultats des précédents, avec 53% d'intentions de vote pour Daniel Ortega contre 35% pour Violeta Chamorro. Les récents rassemblements qui ont mobilisé plus de 200 000 personnes dans les villes d'Esteli, Chinandega et Granada témoignent du soutien populaire au candidat du FSLN qui mène tambour battant une campagne destinée surtout à capter le vote des indécis.

La candidate de l'UNO a visité en fin de semaine les villes de Masaya et Boaco, considérées comme celles où l'opposition aurait le plus de chances de l'emporter, mais seulement 15 000 personnes se sont rassemblées pour la recevoir, alors qu'à Matagalpa, le meeting était des plus clairsemés.

Le candidat de l'UNO à la vice-présidence, Virgilio Godoy, protagoniste des principales disputes au sein de la coalition, a haussé le ton dans un discours récent, menaçant de leur "régler leur compte", avec une violence qui

pourrait n'être que le reflet d'un certain désespoir face à une défaite imminente. V. Chamorro a déclaré que si le FSLN gagnait, elle "donnerait une poignée de main à Daniel" tandis que V. Godoy va répétant que c'est "seulement grâce à la fraude" que les Sandinistes pourraient triompher.

Cependant, si le ton est chaud, peu de violences ont été constatées au cours des activités électorales proprement dites.

Mais la Contra a multiplié les attaques contre les militants du Front sandiniste dans les zones rurales du pays.

L'UNO et le FSLN viennent de signer un accord à Managua afin d'éviter les frictions entre leurs partisans à l'approche des élections. Dans cette même optique de mise en ordre, le conseil suprême électoral (CSE) a décidé de sanctionner le quotidien *El nuevo diario*: Celui-ci s'est vu condamné à 24 heures de fermeture pour avoir usé d'un langage soi-disant insultant pour qualifier l'UNO, la désignant systématiquement comme UNO-GN (des initiales de la garde nationale somoziste). Les propriétaires du quotidien ont fait appel et de nombreux journalistes et personnalités politiques se sont solidarisés avec eux. Un procès devrait s'ouvrir, qui risque de faire du bruit.

Ainsi va la campagne. L'UNO pense clore la sienne le 18 dans la capitale, prétendant 100 000 partisans, bien que la place choisie n'en contienne que 60 000. Le FSLN de son côté fermera sa campagne le jour anniversaire de la mort de Sandino. Il a annoncé qu'il remplirait la plus vaste place du pays, qui contient jusqu'à 400 000 personnes. Ensuite, du 22 au 25 février, toute propagande sera suspendue et c'est le 26 que seront connus les vainqueurs et les pourcentages, après une journée historique pour le pays.

LES PLANS DE DESTABILISATION DE L'UNO

Managua, 15 février (ANN). Le président Ortega a dénoncé les plans de déstabilisation fomentés par certains secteurs de l'UNO. Ils se prépareraient à des provocations violentes pour le 25 février après avoir lancé l'information qu'il y a eu fraude électorale. Selon les informations recueillies par le gouvernement, le scénario serait le suivant: L'UNO déclarerait que son propre comptage des voix ne correspond pas à celui du conseil suprême électoral et déclencherait alors la violence dans le but de semer le doute et d'offrir aux Etats-Unis la possibilité de contester les témoignages des observateurs internationaux.

Dans cette même optique, plus de 2000 contras se sont infiltrés depuis le Honduras afin de terroriser les paysans et d'exercer des pressions pour qu'ils votent pour l'UNO.

Le président nicaraguayen a lancé un appel à tous ceux qui s'acharnent à perturber ces élections, leur demandant de "renoncer à leurs plans afin que ce processus électoral mette un point final à la violence et témoigne du niveau de conscience politique du peuple nicaraguayen". De son côté, le cardinal Obando a déclaré qu'il continuerait à appeler au "calme, à la sérénité".

Le 15 février, la preuve était faite que ce plan de l'opposition était déjà en marche: Trois candidats de l'UNO à l'assemblée nationale, ont dénoncé au Guatemala "la fraude subtile et intelligente", préparée par le FSLN et "basée sur le mode d'inscription électorale".

Cette déclaration a été jugée irresponsable par de nombreux partis politiques nicaraguayens, qui ont mis en avant les avis émis par les observateurs internationaux et le fait que tous les partis politiques en liste peuvent être représentés dans les bureaux de vote. Un des "dénonciateurs", Norman López, a déclaré que "les observateurs de l'ONU, de l'OEA et des autres organismes sont abusés par les milliers de partisans que les Sandinistes déplacent d'un endroit à l'autre pour donner l'impression que Daniel bénéficie d'un soutien majoritaire alors que c'est faux".

DANIEL ORTEGA REpond AUX PARLEMENTAIRES FRANCAIS

par Marcio Vargas

Managua, 8 février (ANN). Une délégation parlementaire française composée de quatre députés socialistes, quatre de droite et un communiste et présidée par le socialiste Michel Coffineau est arrivée à Managua le mercredi, 4 février, en mission d'observation du processus électoral. Au cours des quatre journées passées dans le pays, ils se sont entretenus avec le président Ortega.

Profitant de cette rencontre pour lui transmettre les positions de certains secteurs de l'opposition, ils ont fait allusion à un supposé avantage des Sandinistes face à la jeunesse et à l'inexpérience de l'opposition. D. Ortega a répondu par un retour sur l'histoire, rappelant que la majorité de ces partis sont plus vieux que le FSLN: "Les libéraux et les conservateurs gouvernent depuis le 19ème siècle et les autres étaient déjà des politiciens expérimentés quand nous étions tout jeunes. Lorsque nous allions leur demander leur appui, ils nous donnaient 5 ou 10 pesos et poursuivaient leur lutte contre Somoza en faisant parfois des pactes avec la dictature. Très peu de partis sont nés après la révolution", a conclu le président.

Un des parlementaires a avancé que malgré tout, le FSLN avait dû s'allier avec d'autres partis politiques pour renverser la dictature. Le président Ortega a fait une

nouvelle mise au point en rappelant que les 14 partis qui composent l'UNO ont refusé alors d'appuyer la lutte sandiniste, la jugeant aventuriste.

"Deux jours à peine avant la victoire, ces partis se sont rendus à Caracas et même aux Etats-Unis. Ils espéraient qu'une fois Somoza parti, le Front serait usé par la guerre de libération et ne pourrait vaincre la garde nationale. Ils pensaient reprendre alors la place laissée vacante. Ils ont attendu le dénouement à Caracas et quand ils sont revenus, nous avons triomphé. La négociation entre le Front sandiniste et les vieux partis traditionnels n'a pas été possible, nous avons alors décidé de faire appel à des personnalités politiques, hors de leurs partis, pour qu'elles entrent au gouvernement. C'est ainsi qu'Alfonso Robledo du MDN a fait partie du premier gouvernement, sans qu'il y ait la moindre négociation avec son parti, tout comme Violeta Barrios de Chamorro a été invitée en tant que personnalité connue au Nicaragua", a précisé Daniel Ortega. Pour éclairer certaines questions posées par les parlementaires, il a rappelé le côté négatif de l'atomisation et des divisions internes de l'opposition nicaraguayenne.

Il a souligné que beaucoup des 14 partis qui se retrouvent aujourd'hui regroupés dans l'UNO ont perdu l'occasion de gagner un espace politique ouvert depuis les élections générales de 84.

Ils se sont soumis à la stratégie de l'abstention imposée par les Etats-Unis, certains de la défaite de la droite. "Washington insistait alors pour que l'opposition détruise la révolution sandiniste par la violence, et elle l'a obligée à se retirer du jeu électoral. Ce fut une erreur dénoncée par des hommes politiques et par Arturo Cruz, candidat de l'UNO qui s'appelait alors la coordination démocratique. A. Cruz a fait ensuite partie de la direction de la contre-révolution, et il a lui-même raconté publiquement que les Etats-Unis étaient responsables de leur abstention aux élections de 84, alors qu'il aurait mieux valu utiliser l'espace politique qui s'ouvrait. S'ils avaient participé à ces élections, ils seraient mieux organisés, auraient plus d'impact et seraient mieux placés", a ajouté le président Ortega. Revenant au thème de l'observation internationale des élections nicaraguayennes, D. Ortega a rappelé aux parlementaires que, lors de sa visite à Paris au printemps dernier, il avait dit au premier ministre Michel Rocard que la France devait envoyer des observateurs pour avoir un point de vue français et une vision directe, afin de ne pas se laisser influencer par l'opinion que les Etats-Unis imposent en Europe à travers la presse.

"Lors de mes visites en Europe, je rencontre des hommes politiques qui me répètent les positions des Etats-Unis sans avoir une vision personnelle", a déclaré le président. Il a ajouté que si la France parvient à forger sa propre opinion, le Nicaragua espère qu'elle aura "une présence plus active" en ce qui concerne l'aide nécessaire à la solu-

tion des problèmes économiques de l'Amérique centrale et en particulier du Nicaragua. "Nous savons que maintenant vous vous intéressez à la question des pays de l'est. Ici, nous sommes préoccupés par la possibilité que vous laissiez seule l'Amérique latine et que vous ne portiez vos regards que vers l'est".

Les parlementaires français ont affirmé être davantage préoccupés par le problème des deux Allemagne, mais que leur présence ici a pour but que le parlement français ait son propre avis, qui pourra être exposé au sein du parlement européen.

Au cours d'une conférence de presse, le porte-parole de la délégation, Michel Coffineau, a déclaré: "Nous avons l'impression que le processus électoral nicaraguayen est correct du point de vue de la démocratie". Faisant allusion à des plaintes de l'opposition sur l'inégalité des ressources, il a expliqué que "les grandes démocraties se heurtent aussi au fait que tous les partis n'ont pas les mêmes ressources". Il a ajouté que le parti au pouvoir en a toujours plus que les autres. A son avis, les plaintes reçues par le conseil électoral sont véritablement peu nombreuses. Il y a eu quelques erreurs et quelques inégalités, mais cela ne remettra pas en cause le résultat des élections.

HIERARCHIE CATHOLIQUE: VERS UN CHANGEMENT D'ATTITUDE?

par Deena Abu-Lughod. Reprise de *Barricada international*.

Managua, février (ANN). Le temps de la confrontation entre la hiérarchie catholique et le gouvernement semble passé et l'église a contribué à créer le climat nécessaire au bon déroulement des élections. Alors qu'en 1984, le cardinal Miguel Obando avait fait campagne pour l'abstention, cette fois-ci il s'est clairement prononcé en faveur du processus électoral. En janvier, il a lancé avec le président Ortega un appel à la fin de la violence physique et verbale afin de permettre l'instauration d'un climat serein.

Quand, en octobre, la période des inscriptions sur les listes électorales a été ouverte, le cardinal Obando a invité la population à s'inscrire. Dans son homélie du nouvel an, il a réaffirmé que voter était un devoir et a demandé aux Nicaraguayens d'éviter la violence qui pourrait mettre en danger le déroulement pacifique du scrutin et même le faire échouer.

Il a admis que du côté du gouvernement, des mesures étaient prises pour garantir de bonnes conditions. Selon ses déclarations, les décisions adoptées à la suite d'une rencontre, le 28 janvier, avec le président Ortega étaient utiles pour reconcilier la famille nicaraguayenne. Ces

mesures étaient au nombre de trois: Libération de plus de 1000 contras et anciens gardes somozistes avant le 25 février, autorisation de visites pastorales dans les casernes et retour des quatre derniers prêtres (sur 14) expulsés pour ingérence dans la vie politique. Cet entretien, jugé franc par les participants, a marqué un certain virage qui n'a pas échappé à Violeta Barrios de Chamorro. La candidate de l'UNO, qui utilise à des fins de propagande électorale une photo d'elle recevant la communion des mains du cardinal et publie ses homélies dans son journal *la Prensa* comme s'il s'agissait d'articles de la rédaction, a accusé Mgrs Obando, dans un discours prononcé le 3 février, de "se prêter au jeu des Sandinistes".

DES RELATIONS TENDUES

Durant les pires années de la guerre, la hiérarchie catholique a refusé de reconnaître l'agression étatsunienne. Elle a fait campagne contre le service militaire tout en passant sous silence les millions de dollars attribués à la Contra. Elle se plaignait alors d'une prétendue persécution religieuse. Pour beaucoup de gens, le cardinal Obando était le leader de l'opposition.

A partir des accords d'Esquipulas qui, en 1987, ont marqué le début du processus de paix, les tensions ont peu à peu baissé.

Le cardinal s'est vu attribué une position clé en tant que président de la Commission nationale de réconciliation (CNR), créée pour vérifier l'application des accords. Ce choix du gouvernement était un signe évident de la volonté d'améliorer les rapports avec l'église. Mgrs Obando, médiateur entre la Contra et le gouvernement, a joué alors un rôle important, qui a diminué cependant lorsque le gouvernement a décidé de discuter directement avec les mercenaires à Sapoa et à Managua.

L'impossibilité de parvenir à un accord a presque complètement enterré la CNR et a fait échec au retour de la paix, remettant à plus tard le rapprochement avec l'église. Il a fallu attendre l'an dernier pour que ce processus reprenne.

Après le sommet des présidents centraméricains à Costa del Sol (El Salvador), le gouvernement a annoncé l'anticipation des élections, leur vérification par des observateurs internationaux et la rediscussion de la loi électorale et de la loi sur les médias. Dans le même temps, il a entrepris une concertation avec toutes les forces du pays et la discussion avec l'église a eu pour résultat: La libération de 1800 anciens gardes somozistes, la réouverture du bulletin d'information *Iglesia*, de *radio católica*, fermé depuis les événements de Nandaimé en juillet 88, le retour de 10 des 14 prêtres expulsés entre 82 et 86, la légalisation, accompagnée de la restitution de ses biens de *COPROSA* (une association que l'église veut utiliser pour drainer les fonds du congrès étatsunien).

L'église fait des gestes en retour, après la remise en marche de la CNR en mars 89, le cardinal Obando a envoyé une délégation au Honduras pour essayer d'obtenir le retour de 1000 personnes enlevées par la Contra.

De façon surprenante, il a permis à un groupe de l'organisation des mères de séquestrés d'accompagner cette mission, alors que pendant des mois il avait même refusé de les recevoir. Mais la délégation a échoué. Cependant, en janvier, le cardinal affirma: "Je continuerai à travailler pour que soient remises en liberté les personnes que la Contra pourrait avoir en son pouvoir, pour la paix et la tranquillité des mères".

Au cours de cette étape de détente, le cardinal a évité les situations qui auraient pu l'engager en faveur de l'une ou de l'autre des parties. Un journaliste lui ayant demandé pourquoi il n'avait pas mis autant d'énergie à la démobilisation de la Contra qu'à la libération des anciens gardes somozistes, il répondit: "La démobilisation des contras va venir naturellement. De façon logique, si les élections sont libres et honnêtes, ils devront déposer les armes".

Bien qu'en général ces paroles soient interprétées comme une reconnaissance de l'échec du projet contre-révolutionnaire, il y a des gens pour penser qu'il sous-entend qu'avec la victoire de l'UNO, les mercenaires n'auront plus de raison de lutter.

De toute façon, le cardinal se défend d'être partial. "La situation est très polarisée et à tout moment on peut m'accuser d'être manipulé par l'UNO ou par le gouvernement. Nous essayons seulement de faire le bien".

LA RADIO A L'ATTAQUE

Tandis que le cardinal Obando se montre enclin à la normalisation des relations avec le gouvernement, d'autres figures importantes de l'église ont choisi le défi.

L'évêque Bismark Carballo, directeur de *radio católica*, a adopté des positions qui pourraient provoquer un regain de tension avec l'état. Cette fois, il ne s'agirait pas d'un affrontement avec le gouvernement, mais avec le conseil électoral (CSE). En effet, l'article 116 de la loi électorale interdit la propagande politique sur les radios des églises et, tandis que la radio évangéliste *ondas de luz* respecte cette disposition, *radio católica* fait campagne pour l'UNO.

Le 28 novembre, le CSE a envoyé une lettre à Mgrs Carballo pour l'avertir qu'il ne peut continuer à faire de la propagande pour un parti. B. Carballo a répondu qu'il s'agissait d'espaces payés et qu'en janvier, la campagne en faveur de l'UNO s'est intensifiée. Le responsable des médias au sein du CSE, Adolfo Beteta, a affirmé qu'il était en train d'étudier ce cas mais que la radio contrevenait à la loi. Cependant, en un geste que beaucoup considèrent dicté par la volonté politique d'éviter des conflits

susceptibles de gêner le processus électoral, il a opté pour le dialogue. "Il ne s'agit pas d'un traitement préférentiel", explique A. Beteta, "puisque nous usons de la même modération avec tous les médias".

C'est au cours des prochaines semaines que la détente passera l'épreuve du feu. Les observateurs rappellent en effet que la hiérarchie a toujours été d'accord avec les positions de Washington et que pour l'instant, la Maison blanche n'a pas attaqué de front le processus électoral. Le cardinal a reconnu, avec certaines réserves, que toutes les conditions que pouvaient offrir le gouvernement ont été données et a demandé que soit respecté le résultat qui reflète la volonté des Nicaraguayens. Certains pensent que cette attitude positive est une reconnaissance de l'irréversibilité de la révolution et la recherche d'un mode de vie.

Les Indigènes en Amérique centrale

(SUITE) NICARAGUA: IL FALLAIT RETROUVER L'AMOUR DE LA PATRIE...

Un entretien avec Tomás Borge

par Patricia Obregón. Repris de *Pensamiento Propio*, numéro d'octobre 89.

L'expérience des communautés ethniques nicaraguayennes dans les dernières années éclaire d'un jour nouveau la lutte des indigènes du continent: Les minorités ethniques ont démontré aux dirigeants du pays que le processus révolutionnaire ne pourrait pas aller de l'avant sans prendre en compte leur spécificité.

Tomás Borge, président de la commission nationale d'autonomie, évoque au cours d'un entretien les étapes de l'autonomie, les élections de février 90 et le rôle que pourraient jouer les leaders indigènes qui déposent les armes.

P.O.: Quelle est la leçon essentielle de l'étape antérieure à l'autonomie?

T.B.: Nous avons appris à dépasser une interprétation étroite de la réalité des Caraïbes et à avoir une interprétation historique plus sûre qui prenne en compte les problèmes de classe, l'exploitation, la dépendance coloniale puis néo-coloniale, qui assimile les spécificités des communautés indigènes. Nous avons appris que l'autonomie n'est possible que dans la libération nationale et que la libération ne peut être totale sans l'autonomie. Il fallait retrouver l'amour de la patrie pour revendiquer la spécificité, il fallait comprendre cette spécificité pour pouvoir la respecter. La complexité des sociétés sous-développées et dépendantes qui doivent résoudre leur

problèmes de classes par la révolution sociale est telle qu'il est indispensable de comprendre l'implication des ethnies et des communautés dans cette lutte politique ainsi que l'arc-en-ciel des cultures ethniques.

Nous avons appris à écouter et à respecter pour découvrir que nous sommes frères au-delà de la couleur de la peau et des différences de langues.

P.O.: Quelles est l'importance de la loi d'autonomie du Nicaragua pour la lutte des indigènes d'Amérique latine?

T.B.: Nous n'avons pas l'intention de devenir un modèle. Dans chaque pays les lois doivent correspondre à la réalité propre et être en harmonie avec le niveau de développement de la société.

Cette loi, qui n'est pas parfaite et qui évoluera avec le processus, est valable pour nous en ce moment. Elle est le résultat d'une expérience concrète, elle n'a pas été conçue dans les universités d'un pays éloigné ou dans les bibliothèques réservées aux intellectuels, mais dans les communautés, et c'est pour cela qu'elle a une valeur universelle. Elle éclaire sensiblement l'ordre juridique: Les indigènes peuvent devenir des sujets actifs de la transformation sociale. L'essence de cette nouvelle vision juridique, exprimée dans la constitution politique et le statut d'autonomie, modifie la vision ethno-centrique et suppose une nation nouvelle, multi-ethnique et pluri-culturelle. Elle signifie un changement profond de la société, la fin de la dépendance et de l'exploitation: la révolution. La population d'Amérique latine est majoritairement indigène. Toute nation qui se réclame de la démocratie se trouve confrontée au défi d'assumer des changements globaux si elle veut des changements spécifiques. A partir de maintenant, les indigènes d'Amérique latine ont une référence pour élaborer leur propre réflexion.

P.O.: Est-ce que le programme historique du FSLN a été modifié avec la loi d'autonomie?

T.B.: Les aspirations des communautés de la Côte atlantique figuraient dans le programme historique du FSLN depuis 1969 et elles ont été reprises dans la déclaration de principes de 1981.

Les deux étaient globalement valables, mais ne prenaient pas en compte les spécificités. Il s'agit moins de modifications que d'un enrichissement du programme. L'important, c'est la souplesse de la direction nationale du FSLN et sa capacité d'assumer l'expérience pour la traduire par des lois et par des conceptions mûries.

Nous avons appris à prendre pour guide les lois générales de la théorie révolutionnaire et, à la fois, à assumer de façon créatrice et sans dogmatisme son application à des phénomènes spécifiques comme les ethnies. Le concept de nation multi-ethnique et pluri-culturelle possède un contenu social et philosophique; il est ethnique mais

aussi éthique, je dirais même épique car il rend compatible le projet historique des classes de la revendication du groupe socio-culturel. On ne peut pas construire la nouvelle société si on ne sauve pas les racines profondes de chaque groupe ou secteur qui la composent. On ne peut pas obliger un frère à perdre son identité et personne ne peut nous empêcher de nous sentir frères.

P.O.: Quelles peuvent être les conclusions de ces deux années, entre l'approbation et la mise en pratique de l'autonomie?

T.B.: Ce processus ne s'est jamais arrêté. En résolvant les premières contradictions, on a pu dépasser le cadre étroit de chaque groupe et les mauvaises habitudes d'éthno-centrisme. Le problème local de chaque communauté a fait place à une large vision des solutions. Pour chaque famille, chaque communauté ou individu, l'autonomie était une notion abstraite. Certains l'ont interprétée comme le simple droit à être alphabétisé dans sa langue d'origine, d'autres comme la ratification de leurs droits à la terre. L'autonomie, c'était toutes les aspirations y compris la paix. Au cours de ces deux dernières années, de nouveaux espaces se sont ouverts pour la participation populaire sur la Côte atlantique et pour comprendre que la paix est possible. La paix n'était pas une condition requise pour l'autonomie, mais cette dernière était une condition nécessaire pour retrouver la paix. Nous l'avons tous vu que le projet guerrier et séparatiste s'est totalement éloigné des aspirations des communautés de la Côte. Ces deux années ont permis d'analyser les structures politiques, administratives, bureaucratiques. Certaines structures et normes ont démontré leur raison d'être et jouissent de l'appui de la population. D'autres ont éclaté; confrontées à la pratique, elles se débattent pour justifier leur existence. Certainement qu'elles disparaîtront à court terme et qu'elles feront place à de nouvelles formes d'organisation plus compatibles avec la réalité.

P.O.: Est-ce que Steadman Fagoth et Brooklyn Rivera peuvent jouer un rôle politique dans l'autonomie?

T.B.: Ils le peuvent. Chaque citoyen de la Côte vivant dans les régions autonomes a ce droit. L'autonomie est un projet à long terme. Ils pourront jouer leur rôle de dirigeants indigènes s'ils reviennent au pays et s'ils prennent en compte que le peuple de la Côte a acquis sa propre vision de l'autonomie et a fait de grands pas en avant pendant qu'ils guerroyaient. Ont-ils gardé leur capacité de rassembleur? La réalité se chargera de le démontrer.

P.O.: Que pensez-vous de l'organisation "Union du peuple miskito", qui vient de se créer et qui est dirigée par Uriel Vanegas, ex-commandant de Yatama?

T.B.: Il devra se soumettre au rude examen de la réalité politique pour démontrer sa validité.

P.O.: Qu'attendez-vous des résultats des élections de février 90 pour la Côte atlantique?

T.B.: Dans tout le pays, après la défaite de la contre-révolution, les élections ratifient le fait que la démocratie est un attribut naturel de la révolution.

C'est pourquoi elles seront propres et transparentes. Il n'y a jamais eu dans l'histoire de la Côte atlantique la possibilité de désigner les autorités locales par le vote universel au cours d'élections libres. C'est un fait historique sans précédent.

Je suis persuadé que le processus de paix connaîtra son point culminant au cours de ces élections et qu'une ère nouvelle s'ouvrira dans les relations des habitants de la Côte avec l'ensemble du pays. Les élections signifient aussi un défi, celui de prendre en main la conduite et l'administration des régions autonomes. Cela demandera de grands efforts et un grand sens de la fraternité au delà des individualismes. Ce sera novateur et encourageant, car c'est le premier vote pour l'organisation d'un gouvernement local à partir d'une loi issue du peuple lui-même.

PANAMA: UN LIFTING POUR L'ARMÉE?

Mexico, février (ALASEI-ANN). "Le nouveau gouvernement ne commettra pas l'erreur de créer une armée qui puisse soutenir une dictature", a déclaré Guillermo Ford, second vice-président du Panama. C'était le 22 janvier, au cours d'une visite au Costa Rica, où G. Ford et Guillermo Endara, le nouveau président, ont été reçus avec tous les honneurs dus à des chefs d'état. Quelques jours avant, le président costaricain Oscar Arias avait publié un article dans le "New York Times": Sous le titre "Panama sans armée", il conseillait aux Panaméens de proscrire l'armée en tant qu'institution permanente, tout comme au Costa Rica.

Cependant, avant le voyage de G. Endara au Costa Rica, le vice-président et ministre de la justice panaméen, Ricardo Arias Calderón, avait laissé entendre qu'il était possible que des unités "spécialisées", de caractère militaire, se séparent des forces publiques (qui ont remplacé les forces armées après l'invasion étasunienne). Il expliquait: "La création d'unités spécialisées est nécessaire pour faire face à la menace des groupes para-militaires, des narco-trafiquants et de Cuba qui n'a pas encore reconnu le nouveau gouvernement". Partisan d'une police moderne et technique, utilisant les moyens les plus sophistiqués pour les enquêtes et la surveillance, R. Arias Calderón précise: "Je parle de professionnels".

LA SURVEILLANCE AU PANAMA

Le couvre-feu est toujours en vigueur de minuit à cinq heures du matin. Les troupes étasuniennes patrouillent

dans tout le pays, assurant une surveillance aérienne, maritime et terrestre.

Tandis qu'Endara et Ford visitaient le Costa Rica, ces troupes ont encerclé plusieurs quartiers dans des villages populaires de la région de Colón sur la Côte caraïbe, à 80 kilomètres au nord de la capitale. Des témoins ont affirmé que les soldats étatsuniens ont bloqués les chemins d'accès à La Playita et Pueblo Nuevo avec du fil barbelé. Ils sont rentrés dans cette zone après en avoir interdit l'accès aux véhicules et aux piétons, aidés de chiens policiers. Au cours de cette opération de ratissage rue par rue, maison par maison, ils ont arrêté des dizaines de personnes. Il semblerait que la résistance armée contre l'invasion se poursuit dans l'ouest, à Cocle, Chiriqui et Veraguas, ainsi que dans la banlieue est de Panama.

LE DEBAT INTERNE

Guillermo Ford, de son côté, a déclaré au Costa Rica que les troupes étatsuniennes qui assurent la sécurité du pays resteront au Panama "jusqu'à ce que nous puissions les remplacer. Nous espérons que ce sera rapide".

L'hebdomadaire panaméen *Panorama catholique*, dans son édition de la troisième semaine de janvier, écrit dans son éditorial: "Le pays est petit, il n'a pas de graves problèmes de frontières ni d'ambitions territoriales. Si l'on prend aussi en compte le profond rejet du peuple, l'existence d'une armée est absolument inacceptable. L'armée qui a eu le pouvoir au Panama les dernières années a démontré son inutilité, son incapacité à défendre le canal et elle n'a servi qu'à renforcer une tyrannie".

Le chef de la force publique, le colonel Eduardo Herrera, quant à lui, estime que le principal problème pour les Panaméens est la quantité de délinquants dangereux qui sont restés en liberté après l'invasion.

LA NOUVELLE "POLICE" DU PANAMA

Le 22 janvier, le quotidien mexicain *la Jornada Pública*, publiait un article intitulé: "La Contra nicaraguayenne, nouvelle police du Panama". Cet article fait référence à un groupe para-militaire, comprenant des contras nicaraguayens, qui, quelques jours après l'invasion des Etats-Unis, a pris le contrôle d'un important poste-frontière entre le Panama et le Costa Rica. Actuellement, il exerce des fonctions policières et militaires en collaboration avec les forces d'occupation étatsuniennes.

Le journaliste écrit: "Il semblerait qu'il s'agit d'une unité clandestine formée il y a deux ans avec la collaboration de la CIA pour s'infiltrer au Panama et mener des actions de sabotage contre le gouvernement de Noriega. Cette opération ferait partie de la campagne *actions secrètes* de la CIA contre le Panama".

L'auteur s'appuie sur une note du *New York Times* qui

indiquait: "La force armée, composée de Panaméens exilés, d'aventuriers costaricains et d'au moins 60 contras a occupé le poste frontière de Canoa, passage qui selon la CIA aurait pu permettre la fuite de Noriega". Ces paramilitaires sont commandés par Manuel Echevers Martínez, un Panaméen qui se présente comme le commandant du front de libération armée, *Hugo Spadafora*. Celui-ci aurait affirmé que les contras lui avaient été "prêtés" par une organisation de rebelles nicaraguayens qui ne dépend pas des autorités étatsuniennes puisqu'il doit lui-même couvrir les frais de ces hommes.

Ces hommes de mains, vêtus de jeans et de chemises noires, travaillent en coordination avec l'armée d'occupation pour vérifier le passage des personnes et des véhicules au poste frontière de Canoa. Ils ont également participé à des opérations avec les forces du *Pentagone*.

LES MODELES

Pour en revenir à la proposition du président Arias, selon laquelle le Panama devrait suivre le modèle du Costa Rica en matière de défense, le journaliste *Gregorio Selser* propose à la réflexion le livre: *La situation des droits de l'homme au Costa Rica*, édité par la commission costaricaine des droits de l'homme (San José, 1989).

"La formation des policiers et des militaires (de la garde civile costaricaine) est assurée dans les écoles nationales. La préparation militaire s'effectue aussi dans des écoles étrangères où sont envoyés de petits groupes d'officiers qui, de retour au pays, deviennent des formateurs dans les centres nationaux. Les académies militaires des Etats-Unis, de Taiwan, du Honduras, du Guatemala et du Panama ont accueilli des Costaricains. Selon les chiffres du ministère de la sécurité, de 1985 à 1988 le Costa Rica a assuré la formation de 4000 militaires, et près de 265 ont été formés à l'étranger. Durant les dernières années, la formation s'est militarisée, en contradiction avec la fonction civique que doit remplir la garde civile", écrit Gregorio Selser, à qui les données ne manquent pas pour réfuter le prétendu anti-militarisme d'Oscar Arias.

En tout état de cause, si le Panama n'a pas besoin d'une armée pour défendre le canal une fois que, selon les accords *Torrijos-Carter*, le pays aura récupéré sa souveraineté sur la voie inter-océanique, pourquoi la présence des troupes du commandement sud est-elle nécessaire sur la zone du canal, hier, aujourd'hui et demain?

FLASH ELECTORAL

La coalition d'opposition UNO a fermé sa campagne électorale le dimanche 18 par un rassemblement à Managua qui, selon l'évaluation d'un observateur de l'OEA, a réuni 40 000 personnes. Le candidat à la vice-présidence Virgilio Godoy a de nouveau usé d'un ton

violent après avoir, au cours de la semaine, incité ses militants à investir et saboter les bureaux de vote le jour des élections, afin de ne pas se laisser "voler les élections". Ces propos ont été condamnés par plusieurs partis politiques, entre autre le Parti social-chrétien. Le ministre de l'intérieur, Tomás Borge averti: "S'ils déchaînent la violence, cela entraînera plus de violence encore. Ils savent maintenant que notre peuple sait s'insurger..."

Elliot Richardson, représentant du secrétaire général de l'ONU (et membre du Parti républicain) a constaté le caractère libre et honnête du processus électoral et affirme qu'il avait reçu des garanties de l'administration Bush qui "acceptera les conséquences d'élections justes et impartiales". Le *New York Times* a publié des déclarations de hauts fonctionnaires du département d'état révélant que le gouvernement se prépare à réviser sa politique à l'égard du Nicaragua dans le sens d'une éventuelle normalisation des relations qui pourrait comporter la levée de l'embargo commercial.

L'ancien président du Costa Rica, Oscar Arias s'est déclaré satisfait du déroulement du processus électoral nicaraguayen et l'actuel président Rafael Calderón a affirmé clairement qu'il reconnaîtrait le gouvernement issu des urnes.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations détaillées sur les élections du 25 février en langue espagnole, vous pouvez vous abonner à un paquet de 30 messages livrés directement sur votre télex, mailbox ou par télécopie.

Prix par paquet:

- télécopie CHF 290.-
- télex CHF 520.-
- mailbox CHF 210.-

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

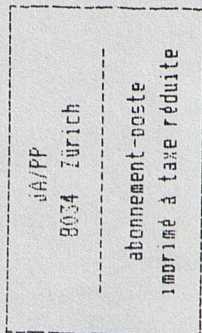
Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous directement à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18. Postfach 369, 8024 Zurich.

Par exemple:

Gioconda Belli:	La mujer habitada
	De la costilla de Eva
Tomás Borge:	La paciente impaciencia
Omar Cabezas:	La montaña es algo más que una inmensa estepa verde
	Canción de Amor para los hombres
	Azul
Rubén Dario:	Castigo divino
Sergio Ramírez:	Balcanes y Volcanes



UN VOTO
POR LA PAZ

FSIN